

# Agriculture



## Accroître le taux d'auto-provisionnement et renforcer les familles paysannes

**L'**UDC s'engage en faveur d'une agriculture productrice qui fournit à la population suffisamment de denrées alimentaires saines et produites localement. Les familles paysannes doivent ainsi pouvoir assurer leur revenu et pour cela, il faut réduire « l'écologisation » excessive et la bureaucratie, vers une agriculture plus entrepreneuriale. Il faut prendre soin des terres cultivables et les préserver de manière appropriée. Au regard de la situation mondiale actuelle, le Conseil fédéral doit prioriser la sécurité alimentaire au moyen de la production locale plutôt que des importations peu fiables.



**Nicole Kramer**

Paysanne, gardienne d'animaux CFC  
et mère de famille

“ Les années passées nous ont montré à quel point une trop forte dépendance de l'étranger pour des biens importants est dangereuse. En ce qui concerne les denrées alimentaires, le taux d'autosuffisance actuel nous permet à peine de nourrir une personne sur deux vivant en Suisse. Nous avons besoin d'une agriculture forte, produisant de manière durable, et d'un taux d'autosuffisance conséquent. ”



### Stopper l'agonie des agriculteurs

Il y a cent ans, la Suisse comptait plus de 243'000 exploitations agricoles ; en 1990, elles étaient 108'000 ; en 2021, elles ne seront plus que 48'864. Cette évolution structurelle négative et continue s'est accompagnée d'une baisse drastique du nombre de personnes employées dans le secteur. En 2021, ils n'étaient plus que 150'231, ce qui correspond à une diminution d'environ 24 % en 20 ans. Il est évident que l'agriculture présente ainsi l'une des plus fortes augmentations de productivité de tous les secteurs, la pression d'adaptation est grande. Malgré cela, nos agriculteurs sont souvent présentés par les fondamentalistes de gauche rose-verte comme hostiles à l'innovation et nuisibles à l'environnement, ce qui est faux ! L'agriculture doit retrouver la place qu'elle mérite sur le plan économique : elle est à la base de notre alimentation et de notre paysage culturel et est dès lors indispensable à la Suisse, c'est pourquoi la politique agricole actuelle de la Confédération doit être inversée.

### La frénésie réglementaire des Verts menace la sécurité alimentaire

La population soutient l'agriculture et lui attribue des tâches importantes par le biais de la Constitution fédérale et de la loi sur l'agriculture. Pour que la future politique agricole soit couronnée de succès, il est nécessaire que la volonté populaire et les dispositions relatives à la sécurité alimentaire soient conséquemment mises en œuvre. La mission est très claire : mettre un terme à la priorité unilatérale accordée à l'écologie dans l'agriculture, ne pas ouvrir davantage les frontières, amé-

liorer les conditions-cadres et renforcer ainsi la production nationale de denrées alimentaires saines. Or, en raison de la politique agricole actuelle, les agriculteurs sont de moins en moins en mesure de remplir le mandat constitutionnel : de nouvelles contraintes écologiques permanentes, une frénésie de réglementation, par exemple dans le droit de l'aménagement du territoire, de la construction et de l'environnement, mettent l'agriculture productrice à rude épreuve. Le maintien d'un taux d'auto-approvisionnement aussi élevé que possible, mais aussi l'exploitation et l'entretien du paysage rural sont ainsi gravement menacés.

### Rehausser le taux d'autosuffisance à 60 % !

La Suisse est déjà l'un des plus grands importateurs nets de denrées alimentaires au monde par habitant. Alors que nous importons pour environ 400 francs de denrées alimentaires

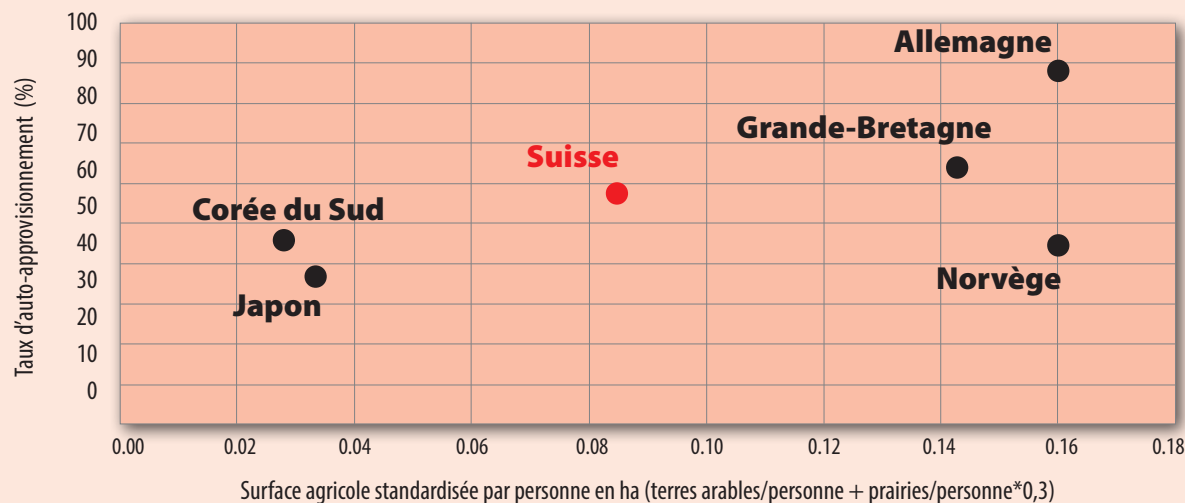


par habitant et par an, l'UE exporte plus de denrées alimentaires en valeur qu'elle n'en importe. Le taux d'auto-approvisionnement net (aliments importés pour la production animale nationale déduits) de la Suisse était encore de 59 % en 2000 et a chuté depuis à moins de 50 %. La part de la production alimentaire brute indigène par rapport à la consommation to-

tales de denrées alimentaires (énergie utilisable), assimilable au taux d'autosuffisance brut, est passée de plus de 62 % en 1990 à 56,9 % en 2019.

La Suisse est donc loin d'être autonome et c'est pourquoi il faut enfin augmenter rapidement le taux d'autosuffisance. Dans

## Taux d'autosuffisance brut par rapport à la surface agricole par personne



Source : OFAG sur la base des chiffres 2019/2020

ce contexte, il convient également de continuer à réduire les déchets alimentaires (« food waste »), car cela permet de diminuer la consommation. Il faut également promouvoir des exploitations familiales performantes aux structures viables.

### **Une production régionale plutôt que des importations**

Garantir la production de denrées locales pour nourrir la population suisse doit être au centre des priorités ; cela est plus judicieux d'un point de vue écologique que d'importer des produits agricoles. Actuellement, l'agriculture extensive est encouragée au détriment de l'agriculture productrice, ce qui est une erreur car nous faisons ainsi exactement ce que nous ne devrions pas faire : nous importons toujours plus de denrées alimentaires sans connaître les conditions de production. De fait, nous augmentons notre dépendance vis-à-vis de l'étranger. Cela est particulièrement risqué en période de crise, lorsque les chaînes d'approvisionnement mondiales sont interrompues sans avertissement. Afin d'éviter un tsunami alimentaire en provenance des pays qui produisent à bas prix, l'UDC se bat pour le maintien d'une bonne protection douanière pour l'agriculture.

### **Un aménagement du territoire tourné vers l'avenir**

La loi sur l'aménagement du territoire doit être orientée de sorte que les agriculteurs entrepreneurs puissent développer leurs exploitations en fonction de l'avenir et du marché. L'UDC s'engage pour un aménagement du territoire qui permette une utilisation flexible et complète des constructions et installati-

ons existantes hors de la zone à bâtir. Cela permet de protéger les terres cultivables, de préserver le paysage et de garantir la création de valeur dans les zones rurales. L'UDC est favorable à une utilisation parcimonieuse des terres agricoles. En outre, les exploitations agricoles viables doivent pouvoir continuer à construire de nouveaux bâtiments d'exploitation conformes à l'affectation de la zone, et ce sans restriction de propriété. De plus en plus de précieuses terres agricoles sont victimes de l'enfrichement et de la renaturation des cours d'eau. L'immigration élevée exerce également une pression sur les terres cultivables au détriment des surfaces d'habitat et doit donc être régulée.

### **Stopper les excès de la bureaucratie écologiste**

L'UDC s'oppose également à l'extension constante des directives et des prescriptions en matière de protection des animaux, des eaux et de l'environnement, qui entraînent des coûts toujours plus élevés et une charge administrative disproportionnée. L'UDC est favorable à l'exploitation des alpages, qui représente une grande valeur ajoutée pour le bien-être des animaux, notre culture, mais aussi pour le tourisme et l'entretien du paysage.

Pour l'UDC, il est en outre clair que les grands prédateurs glorifiés par la gauche rose-verte n'ont pas leur place dans notre pays densément peuplé. Il faut accorder plus d'importance au bien-être des différents animaux de rente et à la préservation des espèces rares qu'aux grands prédateurs comme le loup et les ours.

## Points de vue

### L'UDC ...

- demande un changement de cap vers une politique agricole qui place à nouveau la production de denrées alimentaires et les consommateurs au centre des préoccupations ;
- lutte pour assurer la création de valeur et les revenus des exploitations agricoles familiales par la vente de produits alimentaires et de services ;
- exige des prix de produits couvrant les coûts et une formation des prix transparente, qui permettent de générer un revenu digne et de créer des réserves pour les investissements futurs ;
- s'engage pour un renforcement de la sécurité alimentaire en Suisse avec l'augmentation du taux d'auto-apvisionnement à au moins 60 % ;
- s'oppose à la destruction des terres cultivables, notamment lors de la revitalisation des cours d'eau ;
- veut minimiser les contraintes administratives ;
- s'oppose au libre-échange agricole ;
- s'oppose aux nouvelles prescriptions en matière de protection des animaux, des eaux et de l'environnement, qui entraînent une augmentation des coûts et des complications administratives ;
- s'engage en faveur d'un aménagement du territoire qui permette, pour les constructions et installations existantes hors de la zone à bâtir, une utilisation flexible et complète sans changement d'affectation et génère un revenu supplémentaire ;
- milite pour la sécurité des investissements, pour que les constructions et les installations réalisées selon les connaissances et les prescriptions les plus récentes ne doivent plus être modifiées ou adaptées pendant leur durée d'amortissement ;
- exige que la protection absolue de la forêt soit assouplie au profit de la préservation des terres cultivables ;
- exige une régulation proactive et une intervention rapide afin de stopper l'expansion des grands prédateurs, afin notamment que l'exploitation des Alpes puisse être garantie à l'avenir également. Le loup n'a rien à faire en Suisse.

### Avantages

#### Cela m'apporte :

- ✓ en tant que consommateur, des denrées alimentaires saines, qualitatives et produites localement en quantité suffisante ;
- ✓ en tant que famille d'agriculteurs, des perspectives d'avenir ;
- ✓ en tant qu'agriculteur, la liberté d'entreprendre ;
- ✓ en tant que randonneur et touriste, un paysage bien entretenu ;
- ✓ en tant qu'amoureux de la nature, un paysage beau et intact.